



Préavis de grève

Contre la politique de la direction de Radio France Pour la défense des missions de service public de Radio France

La politique d'austérité pratiquée par la direction de Radio France, imposée par le gouvernement et concrétisée dans le COM met en péril les missions et l'identité de nos radios de service public. Elle consiste en la réduction drastique des moyens, les suppressions de postes et la course menée en parallèle vers des financements extérieurs qui ont pour résultat un appauvrissement dramatique des contenus de nos antennes.

Pour le réseau Bleu ça signifie

- La remise en cause de la mission de proximité du Réseau Bleu par la baisse du volume des programmes spécifiques, du fait des suppressions de postes (25 en 6 ans).
- L'extension de la syndication ou des programmes musicaux automatisés.
- La casse du dispositif actuel des Comités d'Etablissement (CE) en régions. Ces instances de proximité constituent pourtant des espaces de représentation des salariés, de discussions et d'échanges indispensables.

Pour l'ensemble de l'entreprise cela signifie

- La mise en danger de l'activité de production en extérieur et dans les studios liée à la fermeture des studios moyens. L'assèchement des volumes de production conduisant à l'appauvrissement des contenus et à la remise en cause des métiers et des savoir-faire.
- Le développement des activités événementielles s'effectuant au détriment de l'activité radiophonique où les salarié-es sont réduits au rôle de subalternes, ou mis à l'écart.
- La baisse inquiétante du nombre de concerts et la quasi disparition des émissions élaborées sur France Musique.
- Les nombreux licenciements de collaborateurs sous contrat CDDU sur l'ensemble des chaînes et à SOPHIA.
- La pollution des antennes par la publicité de plus en plus envahissante.
- La création de la chaîne publique d'information (CPI) dans le contexte budgétaire actuel, menaçant le fonctionnement de l'entreprise et fragilisant France Info.
- Un chantier coûteux, qui menace toujours et encore les activités et les conditions de travail.

Cela signifie enfin

- Des suppressions de postes qui mettent en cause les activités des services à qui on ne donne plus les moyens de fonctionner.
- Des coupes drastiques dans les budgets CDD qui touchent de plein fouet les salarié-es les plus précaires et le recours massif aux stages visant à précariser davantage les plus fragiles, qu'ils soient journalistes, PARL, techniciens, personnels administratifs...
- Et donc, la dégradation des conditions de travail et la multiplication des situations d'épuisement et de mal-être au travail.

En conséquence les Organisations Syndicales CFTD, CFTC, CGT, SUD et UNSA appellent les salariés de Radio France à manifester leur attachement aux missions de service public et leur défiance vis à vis de la direction de Radio France et à la politique menée en cessant le travail le 29 juin 2016 de 0h00 à minuit

Paris, le 21 juin 2016

Pour la CFTD

Pour la CFTC

Pour la CGT :

Pour SUD :

Pour l'UNSA :

reçu en main propre
le 29 juin 2016 00h00
avec les réseaux d'usage